



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 19 – 20 mai 2022

Sommaire

Fait marquant

- L'*Ofgem* pourrait réviser chaque trimestre et non plus deux fois par an les plafonds des prix de l'énergie

Climat & Energie

- Une consultation est organisée sur la mise en place d'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières
- Le *Treasury* étudie différentes mesures pour amortir la crise du coût de la vie
- Le think tank *Institute for Government* dénonce l'incohérence des politiques climatiques du R-U
- Des cargaisons de gaz naturel liquéfié ont été détournées des ports britanniques

Environnement

- Un rapport de *Christian Aid* révèle que Londres et d'autres parties de l'Angleterre risquent de subir des épisodes de sécheresse
- Le gouvernement a publié un projet de déclaration politique précisant comment les ministres doivent interpréter et appliquer les 5 principes environnementaux de l'*Environment Act 2021*

Industrie

- Une étude de *Make UK* analyse les stratégies de l'industrie manufacturière pour réduire ses difficultés d'approvisionnement
- Le R-U prévoit d'investir 200 M£ afin de développer des véhicules poids lourds « zéro émissions »

Transport

- Le maire de Londres espère obtenir de nouveaux financements pour *Transport for London (TfL)* après la fin d'importants travaux sur la ligne *Northern*
- Le R-U espère lancer d'ici 2023 le premier vol transatlantique « zéro émissions »

- Une association juge irréaliste la stratégie britannique de décarbonation du secteur aérien
- Le R-U doit accélérer la décarbonation du transport maritime selon la *UK Chamber of Shipping*

Fait marquant

L'Ofgem pourrait réviser chaque trimestre et non plus deux fois par an les plafonds des prix de l'énergie

Le régulateur des marchés de l'énergie, [Ofgem](#), a lancé le 16 mai une [consultation](#) pour déterminer si les plafonds des prix de l'énergie devraient être révisés quatre fois par an, au lieu de deux actuellement, à partir d'octobre 2022, afin de rendre le marché de l'énergie plus « juste et résilient ». Pour rappel, le plafond des factures de gaz et d'électricité applicable aux tarifs variables est calculé en fonction de l'évolution du prix au cours des mois précédents et vise à éviter des ressauts de prix trop importants pour les consommateurs en opérant un lissage des variations des prix sur les marchés de gros. Il a crû le 1^{er} avril dernier de 1 277 £ à 1 971 £ en moyenne par foyer et par an. La proposition de l'*Ofgem* signifie que les fournisseurs d'énergie seront en mesure de répercuter plus rapidement l'évolution des prix de gros de l'électricité et du gaz sur les factures des ménages. Cette révision devrait également permettre aux fournisseurs d'énergie de réduire leur « risque-volume ». Ce risque émerge lorsque le plafond est plus élevé que les prix de gros de manière prolongée, incitant les ménages à se tourner vers des contrats aux tarifs de marché plutôt que des contrats réglementés. Peter Smith, directeur de l'association *National Energy Action*, estime de son côté que dans le contexte actuel de tensions sur les marchés de gros, le choix fait par *Ofgem* risque, à court terme, d'exercer davantage de pression sur les ménages les plus défavorisés, déjà confrontés à une inflation galopante.

Le chiffre de la semaine

43 %

Le coût de recharge d'un véhicule électrique à domicile a augmenté de [43 % en un an](#). L'augmentation est plus modeste pour le coût de recharge sur les bornes publiques, qui a cru de 25 % sur la même période.



Le graphique de la semaine

Évolution de l'inflation sous-jacente au R-U



Source: ONS, 2022

L'énergie et l'alimentation ont été les principaux moteurs de la flambée de l'inflation au R-U au cours des derniers mois, en lien avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Lors d'une intervention devant la commission des finances de la Chambre des communes, Andrew Bailey, le gouverneur de la *Bank of England* (BOE), a qualifié l'inflation alimentaire au R-U « d'apocalyptique » et déclaré que 80 % de la hausse de l'inflation au-delà de l'objectif de la BOE de 2 % étaient causés par la conjoncture internationale. L'[inflation sous-jacente](#), qui exclut les prix soumis à l'intervention de l'Etat et les produits à prix volatils monte également en flèche. Les prix de base ont augmenté de 6,2 % en un an, le rythme le plus rapide depuis 1992. Environ 80 % des produits inclus dans le panier de biens suivi par l'*Office for National Statistics* ont subi des hausses de prix de 3 % ou plus.

Climat & Energie

Flash – [Certains membres du Cabinet](#) auraient enjoint le chancelier de l'Échiquier, Rishi Sunak, de baisser les impôts pour aider les ménages les plus modestes à supporter la hausse du coût de la vie.

Flash – Dans le cadre d'un concours ([Low Carbon Hydrogen Supply 2](#)) organisé par le gouvernement britannique, 60 M£ de fonds publics ont été alloués à 28 projets innovants pour soutenir la recherche et l'innovation dans la production et le transport de l'hydrogène au R-U.

Flash – Le [National Audit Office](#) (NAO), organisme indépendant chargé du contrôle et de l'audit des administrations publiques, pointe la difficulté de plusieurs autorités de régulation britanniques à recruter et former de nouveaux agents, limitant leur capacité à traiter les nouvelles responsabilités qui leur incombent à la suite du Brexit.

Une consultation sur la mise en place d'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières est attendue à l'automne

[Lucy Frazer](#), secrétaire d'Etat aux Finances, a annoncé qu'une consultation sur la mise en place d'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières serait organisée à l'automne. Selon elle, le gouvernement souhaite évaluer la pertinence d'un tel mécanisme pour limiter le phénomène de fuites de carbone qui conduit certaines entreprises émettrices de CO2 à délocaliser tout ou partie de leur production hors du pays pour ne pas appliquer certaines normes ou faire face à certains coûts. Le *Climate Change Committee* et le *Center for Policy Studies* ont notamment appelé le gouvernement à mettre en place un tel dispositif pour empêcher les entreprises britanniques de profiter de normes plus laxistes à l'étranger. Le *Center for Policy Studies* a notamment souligné qu'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières garantirait aux industries du nord et des Midlands des conditions de concurrence plus équitables.

Le Treasury étudie différentes mesures dont une revalorisation du Warm Home Discount pour amortir la crise du coût de la vie

Le Treasury examinerait actuellement une revalorisation du [Warm house discount scheme](#) pour réduire la hausse des factures énergétiques des ménages. Ce dispositif, qui cible les ménages les plus modestes et les retraités touchant le minimum vieillesse, s'élève actuellement à 140 £ par an et par bénéficiaire. Le Treasury réfléchirait à une augmentation ponctuelle de cette aide à 300 £, 500 £ ou même 600 £, financée par l'Etat, plutôt que par un prélèvement sur les factures énergétiques des usagers. Selon le [Times](#), le chancelier de l'échiquier, Rishi Sunak, serait en faveur de cette mesure, notamment en raison de son caractère exceptionnel. Liz Truss, ministre des Affaires étrangères, a néanmoins affirmé sur *BBC Radio 4* que le Chancelier réfléchissait à des mesures complémentaires telles qu'une diminution du taux de l'impôt sur le revenu d'1 pp, de 20 % à 19 % à partir de l'automne, ou une réduction de la TVA. Le chancelier a par ailleurs rappelé que la mise en place d'une taxe exceptionnelle (*windfall tax*) sur les profits des compagnies pétrolières et gazières était toujours sur la table, même si le Premier ministre a, à plusieurs reprises, fait part de ses réserves sur cette mesure.

Le think tank Institute for Government dénonce l'incohérence des politiques climatiques du R-U

Le think tank [Institute for Government](#) demande au gouvernement de publier une feuille de route climatique actualisée prenant en compte la [stratégie d'approvisionnement énergétique](#) du R-U publiée début avril. Selon l'institut, les annonces récentes comme la délivrance de nouvelles licences d'exploitation de pétrole et gaz en mer du nord, sapent la crédibilité du R-U et interrogent sur sa capacité à respecter ses objectifs climatiques. Le think tank met également en

évidence l'absence de coordination interministérielle sur ces questions qui, selon lui, nuit aux progrès en matière de lutte contre le changement climatique. Il regrette, par exemple, que le développement de l'infrastructure requise pour l'utilisation de véhicules électriques ait été freiné par des politiques fiscales peu incitatives et que la décarbonation du parc immobilier ait été limitée par des normes de construction laxistes et l'insuffisance d'investissements dans l'efficacité énergétique.

Des cargaisons de gaz naturel liquéfié ont été détournées des ports britanniques

Des cargaisons de [gaz naturel liquéfié](#) (GNL) ont été refusées dans les ports britanniques, car *National Grid*, le gestionnaire du réseau de gaz, a craint d'être submergé par les livraisons, rapporte le *Daily Telegraph*. En effet, la société a réduit la quantité de GNL qu'elle accepte dans les terminaux de *Milford Haven*, au Pays de Galles, craignant que le réseau énergétique du pays ne soit pas en mesure de gérer un niveau élevé de livraisons pendant l'été. Ces limites ont suscité une réaction négative de la part des entreprises énergétiques mondiales et soulève la question de l'aptitude du R-U à devenir un point d'accès important au GNL pour l'ensemble de l'Europe.

Environnement

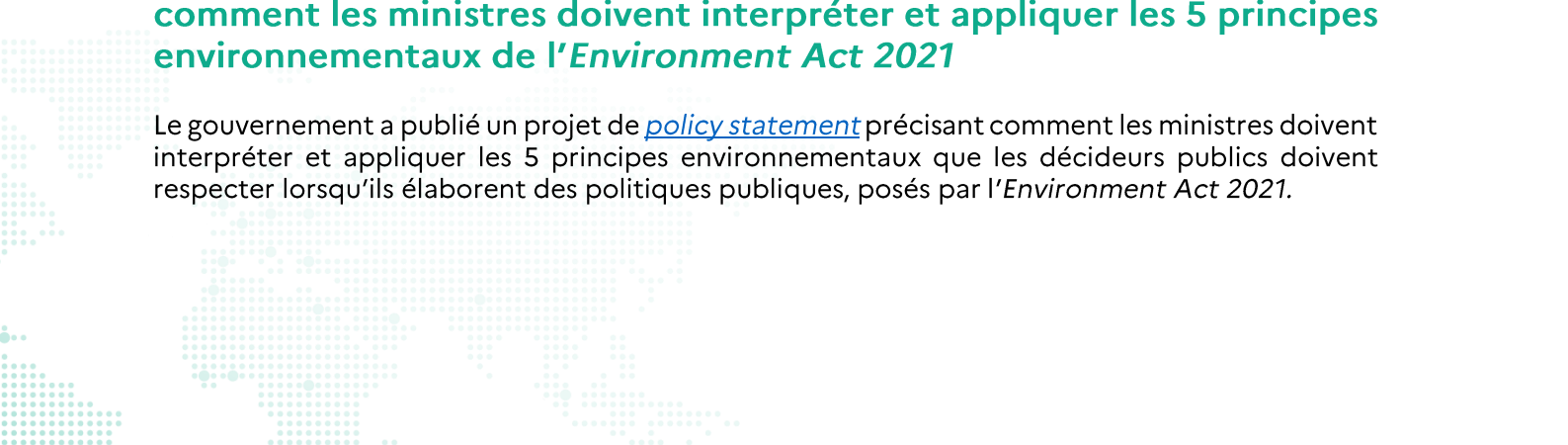
Flash – Plusieurs groupes environnementaux et fédérations professionnelles se sont [fortement opposés](#) à l'objectif du ministère de l'environnement britannique (Defra) de revenir sur la « directive habitat » héritée de l'UE.

Un rapport de *Christian Aid* révèle que Londres et d'autres parties de l'Angleterre risquent de subir des épisodes de sécheresse

Selon un rapport de [Christian Aid](#), des villes du monde entier, dont au Royaume-Uni, sont confrontées à des risques croissants de sécheresse provoqués par le changement climatique. Les chercheurs préviennent que Londres et le sud-est de l'Angleterre pourraient manquer d'eau d'ici 25 ans, étant entendu qu'une sécheresse sévère entraînerait un coût pour l'économie de la capitale 330 M£ par jour. Nushrat Rahman Chowdhury, co-auteur du rapport, relève que Londres reçoit deux fois moins de précipitation que New York et risque de subir des épisodes de canicule plus intenses et plus fréquents. Cette évolution, associée à une population croissante, risque de mettre à rude épreuve le système d'approvisionnement en eau vieillissant de la capitale britannique.

Le gouvernement a publié un projet de déclaration politique précisant comment les ministres doivent interpréter et appliquer les 5 principes environnementaux de l'*Environment Act 2021*

Le gouvernement a publié un projet de [policy statement](#) précisant comment les ministres doivent interpréter et appliquer les 5 principes environnementaux que les décideurs publics doivent respecter lorsqu'ils élaborent des politiques publiques, posés par l'*Environment Act 2021*.



Ces principes sont :

- Le principe d'intégration, qui stipule que les décideurs politiques doivent s'efforcer d'intégrer la protection de l'environnement dans les exercices et activités de leurs ministères.
- Le principe de prévention, qui implique que l'action gouvernementale doit d'abord viser à prévenir les dommages causés à l'environnement.
- Le principe de rectification, qui signifie que si les dommages causés à l'environnement ne peuvent être évités, la cause de ces dommages doit être traitée.
- Le principe du pollueur-payeur, qui prévoit que les acteurs qui causent la pollution sont responsables de l'atténuation ou de la compensation de celle-ci.
- Le principe de précaution, qui précise que lorsqu'il existe des menaces de dommages environnementaux graves ou irréversibles, l'absence de certitude scientifique ne doit pas être invoquée comme motif pour reporter des mesures visant à prévenir la dégradation de l'environnement.

Industrie

Flash – Tony Danker, le directeur général de la *Confederation of British Industry (CBI)*, a appelé le gouvernement à prendre des mesures d'urgence pour réduire l'impact de l'inflation sur les ménages et les entreprises (notamment en favorisant l'investissement privé dans des secteurs d'avenir comme les technologies « vertes » ou le numérique).

Flash – L'université d'Ulster accueillera le *Smart Manufacturing Data Hub (SMDH)*, projet doté de 50 M£ de financements publics. Le [SMDH](#) aura pour objectif d'aider les PME du secteur manufacturier à mieux exploiter leurs données et les outils numériques afin d'augmenter leur productivité.

Une étude de *Make UK* analyse les stratégies de l'industrie manufacturière pour réduire ses difficultés d'approvisionnement

Cette [étude](#) a été menée auprès de 132 entreprises britanniques entre le 2 et 23 février 2022, soit à la veille de l'invasion russe en Ukraine. Les perturbations des chaînes logistiques mondiales liées au Brexit et au Covid ont conduit 38 % d'entre elles à augmenter le nombre de leurs fournisseurs, afin notamment de diversifier leurs sources d'approvisionnement. De nombreuses entreprises ont également adopté des stratégies de « *reshoring* » afin de disposer de davantage de prévisibilité et de certitude quant à leurs approvisionnements tout en ayant accès à une main-d'œuvre qualifiée. 42 % des entreprises ont ainsi augmenté la part de leurs fournisseurs basés en Grande-Bretagne. Face aux difficultés d'approvisionnement persistantes, accentuées par la guerre en Ukraine, *Make UK* conclut son étude par plusieurs recommandations, notamment :

- la mise en place d'un groupe de travail sur la résilience, rassemblant représentants de l'industrie et du gouvernement ;
- le renforcement du recours aux outils numériques pour une gestion plus rapide et simplifiée des chaînes logistiques (par exemple via l'étiquetage numérique des produits) ;

- la création d'une base de données publique rassemblant les délais de livraison de différents intrants.

Le R-U prévoit d'investir 200 M£ afin de développer des véhicules poids lourds « zéro émissions »

Le R-U interdira à partir de 2035 la vente des véhicules neufs de moins de 26 tonnes, fonctionnant à l'essence ou au diesel. Lors de la conférence organisée par *Logistics UK*, la sous-secrétaire d'Etat au Transport Trudy Harrison a annoncé que les 200 M£ de financements publics annoncés permettraient la création d'un « [programme](#) de démonstration » dédié au transport routier « zéro émissions ». D'une durée de trois ans, ce programme débutera par des appels à projets pour le développement de batteries électriques et de piles à hydrogène destinées aux véhicules lourds. Le programme sera également chargé d'évaluer les futurs besoins en infrastructures de recharge.

Transport

Flash – Le gouvernement a lancé une [consultation](#) pour déterminer quels véhicules pourraient bénéficier d'un report à 2040 de l'interdiction de la vente de poids lourds de moins de 26 tonnes équipés d'un moteur thermique à partir de 2035.

Flash – *Active Travel England* (AET), agence publique créée cette année, supervisera la mise en œuvre de 134 projets dédiés à l'amélioration des [mobilités douces](#) au R-U (construction de pistes cyclables, améliorations des voies piétonnes, etc.). Dans ce cadre, 46 collectivités locales hors de Londres bénéficieront de financements issus d'un fonds public de 161 M£.

Flash – Le [R-U](#) assume la présidence de l'[International Transport Forum](#) (ITF) depuis le 18 mai. Cette organisation internationale, hébergée par l'OCDE, rassemble 63 Etats. Lors de sa présidence, le R-U devrait défendre cinq priorités : transformer le transport mondial en le rendant « plus connecté, plus écologique, inclusif, sûr et résilient, et innovant ».

Le maire de Londres espère obtenir de nouveaux financements pour *Transport for London* (TfL) après la fin d'importants travaux sur la ligne *Northern*

D'un montant de 700 M£, ces [travaux](#) avaient obligé TfL à fermer une partie de la ligne depuis janvier. Ils ont permis de rénover et d'accroître les capacités d'accueil de la station de métro *Bank*, situé dans le quartier de la *City* et très fréquentée. A l'occasion de la réouverture de cette station, le maire de Londres Sadiq Khan a de nouveau appelé le gouvernement à garantir à TfL un financement ou des investissements de long terme, une option que continue d'écarter le ministère des Transports (DfT). Pour rappel, TfL a bénéficié depuis mai 2020 de plusieurs plans d'aides d'urgence, dont le dernier arrive à échéance le 24 juin. Sadiq Khan estime que les travaux, réalisés dans les délais et budgets impartis, illustrent les bénéfices d'investissements réguliers dans le réseau de transports public. Faute de nouveau soutien financier du gouvernement, TfL et la mairie de Londres espèrent que la réduction du télétravail, le retour des touristes internationaux cet été et l'ouverture de la ligne [Elizabeth](#) leur permettent de retrouver progressivement l'équilibre financier. TfL a par ailleurs

annoncé le retour des métros de nuit les vendredi et samedi soirs sur la ligne [Jubilee](#) à partir du 21 mai, qui pourraient cependant être perturbés par les actions de grèves menées par la *RMT (Rail, Maritime and Transport Workers)*. Les métros de nuit, suspendus pendant la pandémie, ont déjà repris sur les lignes *Central* et *Victoria* et devraient reprendre sur les lignes *Picadilly* et *Northern* d'ici la fin de l'année.

Le R-U espère lancer d'ici 2023 le premier vol transatlantique « zéro émissions »

Le ministre des Transports Grant Shapps l'a annoncé à l'occasion d'un déplacement aux Etats-Unis. Cette initiative, développée dans le cadre du [Jet Zero Council](#) qui rassemble des représentants du secteur aérien et du gouvernement, prévoit de faire voler un avion alimenté entièrement avec du [carburant alternatif](#) (*sustainable aviation fuel*). Le carburant utilisé serait développé à partir de déchets (ordures ménagères, huile de cuisson usagée) et permettrait de réduire de plus de 70 % les émissions de gaz à effet de serre (GES) par rapport au kérosène. Les réglementations actuelles ne permettant pas d'utiliser uniquement du carburant alternatif, le gouvernement s'est engagé à accélérer les essais et l'approbation de *SAF* pour une utilisation commerciale. Il a lancé un appel à projets : les candidats sont invités à soumettre jusqu'au 12 juin leurs « *expressions of interest* » auprès du ministère des Transports (*DfT*) et de l'agence *Innovate UK*. Le projet sélectionné pourra bénéficier d'une subvention allant jusqu'à [1 M£](#). Cette annonce intervient alors que plusieurs associations environnementales ont critiqué la stratégie britannique de décarbonation du secteur aérien (cf. veille n°18 et infra).

Une association juge irréaliste la stratégie britannique de décarbonation du secteur aérien

Une [étude](#) du cabinet de conseil *Element Energy*, commandée par l'ONG britannique *Aviation Environment Federation (AEF)*, souligne les limites de la stratégie britannique de décarbonation du transport [aérien](#) annoncée en 2020. Selon l'étude, cette stratégie s'appuie trop largement sur des évolutions technologiques qu'il semble difficile de mettre en œuvre à grande échelle dans les prochaines années et décennies, conduisant le gouvernement à ne pas respecter les objectifs de réduction d'émissions de GES fixés par la *Jet Zero Strategy*. Cait Hewitt, directrice politique de l'*AEF*, invite le gouvernement à arrêter les projets d'expansion de plusieurs aéroports britanniques, réduire le nombre de vols, par exemple via une taxe sur les voyageurs réguliers, ou en augmentant le prix du carbone et les taxes sur le kérosène.

Le R-U doit accélérer la décarbonation du transport maritime selon la *UK Chamber of Shipping*

Selon la *UK Chamber of Shipping*, le R-U accuse un retard important dans la décarbonation du transport maritime, notamment en raison du manque d'infrastructures portuaires permettant la recharge électrique à quai. Les émissions à quai constituent une source majeure de pollution atmosphérique et sonore, les navires devant continuer à faire tourner leurs moteurs diesel afin d'alimenter leurs équipements (éclairage, cuisines, climatisation, etc.). Bien que le gouvernement ait présenté en février une [stratégie](#) pour le développement des recharges à quai, seuls les ports de Southampton et Orkney disposent pour l'instant de telles infrastructures. Selon la *UK Chamber of Shipping*, des progrès importants pourraient être réalisés dès 2030, par exemple en obligeant les opérateurs portuaires à installer un nombre minimum d'infrastructures de recharge à quai. Des entreprises commencent à étudier des solutions de navires « zéro émissions » alimentés en partie

par des batteries électriques ou de l'hydrogène. La start-up *BritishVolt*, qui construit une *gigafactory* dans le Northumberland, a récemment bénéficié d'un investissement de la part du groupe maritime *Scorpio* afin d'équiper les [navires](#) avec des éoliennes : l'énergie produite serait ensuite stockée dans des batteries et utilisée par les navires pour les derniers kilomètres de leur trajet.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international